



L'accueil en question : les localités urbaines et rurales face aux migrations (Localacc)

Projet financé par l'Institut Convergences Migrations

Working Paper n° 7

Stratégie internationale et réseaux de villes : faire du lien pour construire la “ville- refuge” : Le cas de Barcelone

Avril 2023

Louise Hombert

Citer cet article : Hombert L., « Stratégie internationale et réseaux de villes : faire du lien pour construire la “ville-refuge”. Le cas de Barcelone », Localacc Working Papers series, n°7, Institut Convergences Migrations, Avril 2023, <https://www.icmigrations.cnrs.fr/recherche/les-projets/localacc-working-papers/>.

Stratégie internationale et réseaux de villes : faire du lien pour construire la “ville-refuge”.

Le cas de Barcelone¹

“Avant-hier, 50 personnes sont mortes asphyxiées dans la cale d'un navire. Hier, plus de 70 morts dans un camion. Aujourd'hui, nous nous sommes réveillés avec deux naufrages : peut-être plus de cent morts. Nous avons une mer pleine de morts. Des frontières remplies de barbelés, de piques, de lames ... et de morts. [...] Que les gouvernements cessent de menacer avec “l'appel d'air”. Ce dont l'Europe a besoin de toute urgence, c'est d'un “appel à l'affection”, d'un appel à l'empathie. [...]. Bien que cela relève de la compétence des États et de l'Europe, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour participer à un réseau de villes-refuges. Nous voulons des villes attachées aux droits de l'homme et à la vie, des villes dont nous pouvons être fiers.”²(Colau, 2015)

Ada Colau, maire de Barcelone, le 28 août 2015

Ces quelques lignes sont extraites d'une publication d'Ada Colau sur sa page officielle Facebook et constituent l'une des premières prises de parole de la maire de Barcelone sur la situation migratoire que connaît alors l'Europe à l'été 2015. Alors fraîchement élue à la tête de l'*Ajuntament*³ de la capitale catalane, Ada Colau propose ici de s'appuyer sur une solidarité interurbaine, via la création d'un “réseau de villes-refuges”, pour résoudre la question de la réception des personnes exilées⁴ récemment

¹ Ce chapitre est issu du travail de thèse de l'auteure, intitulé “Des “villes-refuges” ? Émergence et institutionnalisation de politiques municipales de réception des exilé-es. Les cas de Paris et Barcelone.” et soutenu en 2022.

² Traduit du castillan vers le français par l'auteure.

³ Le terme “*ajuntament*” signifie “mairie” en catalan. Dans ce chapitre, nous emploierons ce terme, avec une majuscule, pour nous référer à la municipalité de Barcelone.

⁴ Nous mobiliserons indistinctement les appellations de “migrant-e” ou “d'exilé-e” pour désigner les personnes en quête de protection internationale, ce terme nous permettant de recouvrir l'ensemble du large spectre des situations que

arrivées dans les métropoles européennes. Cette idée se retrouve quelques mois plus tard dans son plan intitulé *Barcelona Ciutat Refugi* et qui vise à mettre en œuvre un nombre de mesures pour adapter la ville à ces nouvelles arrivées. Sur les quatre axes du plan, un entier est dédié aux interventions à l'international, à la fois sur le plan humanitaire, mais aussi sur le plan de la coopération entre municipalités.

La gestion de la réception des exilé-es est devenue un problème public particulièrement médiatisé et observé en 2015-2016 et a ouvert un nouveau champ d'action publique locale : de nombreuses municipalités européennes se sont positionnées sur cet enjeu, menant alors à l'apparition d'un nouvel espace concurrentiel entre villes, et surtout entre grandes métropoles européennes, voire globales. Barcelone a rapidement revendiqué une position de "leader", de "pionnière" (Ajuntament de Barcelona, 2019b; Consell Municipal de Barcelona, 2017, 2018) sur cette question. Dans cette perspective, l'*Ajuntament* a multiplié les rencontres entre villes, organisé des sommets sur la question de la réception des personnes exilées, est intervenu dans de nombreuses instances internationales et s'est investi dans plusieurs réseaux de villes. Ces pratiques constituent ce que Gilles Pinson et Vincent Béal définissent comme l'investissement à "l'international" des villes : il s'agit "d'un ensemble de pratiques matérielles (jumelages, inscription dans des réseaux de villes internationaux, voyages d'études, partenariats de coopérations, etc.), discursives (mobilisation d'exemples de villes étrangères dans des discours, etc.) et aussi symboliques (mise en valeur du retentissement international de certaines actions, etc.)" (Béal & Pinson, 2009 : 8). Mises en œuvre par des équipes municipales, ces pratiques sont dès lors porteuses de "ressources exploitables" pour ces dernières, "à la fois dans le domaine des stratégies de légitimation politique d'un maire et dans celui de l'action publique urbaine" (Béal & Pinson, 2009 : 9).

Nous souhaitons dès lors nous demander dans quelles mesures ces pratiques internationales et interurbaines servent-elles au développement de la "ville-refuge" barcelonaise. Dans un contexte de rareté des ressources - cognitives, budgétaires, législatives - pour gouverner l'enjeu de l'accueil des populations exilées à l'échelle locale, en quoi l'international et les relations entre villes peuvent-ils être utiles aux municipalités ? Nous interrogerons dans un premier temps les pratiques de solidarité interurbaine mises en œuvre dans le cadre du plan *Barcelona Ciutat Refugi*, et tout particulièrement la logique "city-to-city", en tant que modalité de construction d'une diplomatie des villes-refuges. Puis notre regard portera ensuite spécifiquement sur la question des réseaux de "villes-refuges", "villes accueillantes", "hospitalières", ou encore "solidaires" qui se sont multipliés depuis 2015 et au sein desquels Barcelone a pu s'investir. Nous questionnerons le rôle de ces structures dans la construction de l'action publique locale barcelonaise et plus généralement dans l'institutionnalisation d'un gouvernement municipal de l'asile et de l'immigration.

peuvent vivre les personnes ici concernées : demandeur-se d'asile, réfugié-es statutaires, personnes dublinées, déboutées, ou bien en transit vers un autre pays.

1. Devenir un “*leader*” municipal reconnu de la réception des personnes exilées

A l’instar des villes françaises, les municipalités espagnoles sont relativement dépourvues de compétences directes dans le champ de l’asile et de l’immigration. Promouvoir une réception des personnes migrantes dans la ville et par la ville ne va donc pas de soi et relève au contraire d’une stratégie de distinction politique dès 2015, à la fois vis-à-vis du gouvernement central espagnol alors en retrait sur cet enjeu, et à la fois vis-à-vis d’autres municipalités. En effet, dans un contexte d’ouverture aux dynamiques de globalisation et d’eupéanisation et face à un amenuisement des financements étatiques⁵, la concurrence entre les grandes villes européennes s’est particulièrement développée à la fin du XX^e siècle puis au début du XXI^e pour obtenir toutes sortes de ressources - économique, relationnelle, symbolique (Le Galès, 1995, 2011). Face à la question de la réception des personnes exilées, l’enjeu pour les “villes-refuges” comme Barcelone est certes d’accéder à des financements européens pour mettre en oeuvre sa propre politique “d’accueil”, mais aussi d’être reconnu comme un acteur politique à part entière de ce champ. Pour ce faire, nous estimons que la capitale catalane a développé une stratégie diplomatique spécifique pour imposer sa définition de “l’accueil” municipal, promouvoir son modèle de réception et se faire ainsi reconnaître comme une figure “pionnière” dans ce domaine.

Sur le devant de la scène internationale

La capitale catalane se présente régulièrement comme une “référence” en termes d’action publique locale destinée aux personnes en quête de refuge. Lors du conseil municipal de février 2017, Ada Colau souligne l’importance de son “*leadership* international, de sorte que Barcelone est devenue une référence sur la scène mondiale, [...] menant le débat en Europe sur les politiques en matière de réfugiés, répondant à la demande des citoyens” souhaitant “accueillir plus et mieux”⁶ les personnes exilées (Consell Municipal de Barcelona, 2017). Dès 2015 et la très médiatique “crise des réfugiés”, Barcelone a multiplié les formes d’interventions sur la scène internationale dans le cadre de son plan *Barcelona Ciutat Refugi* : rédaction de manifestes, participation à des rapports

⁵ En 2012, le gouvernement de Mariano Rajoy (*Partido Popular*) a supprimé le fond national pour l’Intégration des immigrés, ne laissant aux villes que les financements locaux - ceux des communautés autonomes ou des municipalités elles-mêmes - ou européens pour mettre en oeuvre d’éventuelles politiques d’intégration (Ajuntament de Barcelona, 2018; Bartolomeo et al., 2017 : 194).

⁶ Traduit par l’auteure du catalan vers le français.

d'organismes internationaux, ou encore représentation devant des institutions européennes. En septembre 2015, Ada Colau signe ensemble, aux côtés d'Anne Hidalgo, Spyros Galinos et Giusi Nicolini, respectivement maires de Paris, Lesbos et de Lampedusa, une des premières tribunes européennes de maires sur la question de "l'accueil" des populations exilées, intitulée "*We, Cities of Europe*". Insistant par une anaphore sur la responsabilité du personnel politique européen - "*We have the responsibility to our citizens [...]. We have the responsibility to the neighbouring countries [...]. We have the responsibility to the very idea that sowed the seeds of Europe*" - ces maires mettent en avant leur volontarisme politique et le rôle clé que joueraient les villes dans le parcours d'accueil des personnes migrantes :

"We, the cities of Europe, are ready to become places of refuge. We, the cities of Europe, want to welcome these refugees. It may be that states grant asylum, but it is cities that provide shelter. It is border municipalities, such as Lampedusa and the island of Kos, that are the first to receive the flow of people seeking asylum; and it is European municipalities that must take these people in and ensure that they can start a new life, safe from the dangers from which they have escaped." (Colau et al., 2015)

Le manifeste se poursuit par une critique des choix des gouvernements nationaux et des institutions européennes qui, en construisant des murs et en fermant les frontières, poursuivraient une "*erroneous policy*" transformant la Méditerranée en "*graveyard for thousands of refugees attempting to come and share our freedom*". Ce manifeste est particulièrement intéressant en ce qu'il souligne la stratégie d'association interurbaine immédiatement choisie par ces villes pour se positionner sur la scène internationale par rapport à cette question, dès septembre 2015. C'est également un exemple de leur capacité à s'appropriier l'agenda politique européen, ce manifeste ayant été rédigé juste avant un sommet des différentes ministres de la Justice et des Affaires étrangères prévu le 14 septembre à Bruxelles : à cette occasion, ces maires appellent les ministres à ne pas "*turn their backs on cities*".

La stratégie diplomatique de *l'Ajuntament* se poursuit ensuite à travers la participation de cette institution à différentes études sur les politiques locales de réception des populations migrantes, telles que les travaux suivants de l'OCDE : "*Working Together for Local Integration of Migrants and Refugees*" (OCDE, 2018a) et "*Local inclusion of Migrants and Refugees. A gateway to existing ideas, resources and capacities for cities across the world*" (OCDE, 2020). Une étude de l'OCDE est par ailleurs entièrement consacrée au cas de Barcelone et aux différents aspects de ses politiques "d'accueil" et d'intégration des personnes étrangères (OCDE, 2018b). Dans le bilan du plan *Barcelona Ciutat Refugi*, la municipalité estime avoir réalisé 31 "voyages internationaux de l'équipe *Ciutat Refugi* pour partager leurs expériences ou faire du plaidoyer" et avoir fait reconnaître le SAIER comme "exemple de bonne pratique par l'OCDE"⁷ (Ajuntament de Barcelona, 2019a : 50). Ce dernier est en effet précisément détaillé dans le rapport précédemment cité.

⁷ Traduit par l'auteure du catalan vers le français.

La volonté de reconnaissance de Barcelone, de ses pratiques et de son rôle politique dans le champ de la réception des personnes exilées, passe également par l'organisation d'événements internationaux sur le territoire municipal. Par exemple, l'*Ajuntament* a tenu une conférence réunissant de nombreux représentant-es de municipalités et d'institutions internationales le 3 mai 2016 : l'*International Forum on Reception and Integration of Refugees in the European Union*. Co-organisé avec le *Public Diplomacy Council of Catalonia* (DIPLOCAT), le forum a rassemblé des expert-es de 23 think tanks, d'organisations internationales et d'ONG, ainsi que plus de 20 maires et représentant-es de 16 villes, régions et États venu-es de 11 pays européens et des États-Unis (International Forum on Reception and Integration of Refugees in the EU, 2016). Ada Colau et son équipe ont surtout été très actives auprès de différentes institutions internationales pour faire entendre leur voix. En novembre 2015, la maire a prononcé un discours en faveur de "l'accueil" des migrant-es lors du sommet des lauréats du prix Nobel de la Paix, présentant Barcelone comme une "une ville historiquement pionnière dans la défense de la culture de la paix"⁸, devant des représentants de l'Organisation des Nations unies (ONU), du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) ou encore du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) (Barcelona.cat, 2015; World Summit of Nobel Peace Laureates, 2015). Aux côtés d'une vingtaine de maires européen-nes, elle s'est également rendue au Vatican pour un "sommet sur l'accueil des réfugiés" organisé par le Pape (La Verdad, 2016). Mais c'est auprès des institutions européennes que l'*Ajuntament* de Barcelone a été le plus présent. En participant au programme urbain pour l'UE adopté suite au Pacte d'Amsterdam, la municipalité entend travailler à "*strengthen the voices of cities in the power structures of Brussels*" (Ajuntament de Barcelona, 2016). C'est dans cette optique que Jaume Asens, adjoint à la maire, est allé présenter le programme Nausica à des représentant-es de la Commission européenne à Bruxelles en février 2017, lors d'une réunion intitulée "*How to strengthen the integration of migrants in cities ?*" (Ajuntament de Barcelona, 2017). Un an auparavant, Ada Colau s'était déjà présentée devant la Commission européenne aux côtés de Paris, Athènes, Amsterdam, Ghent, Helsinki, Berlin, Leipzig, Malmö et Rome, plaidant pour une réelle multi-gouvernance des enjeux migratoires et pour réallocation directe des financements européens vers les villes (Europa Press, 2016). Une demande répétée à maintes reprises auprès de différentes instances politiques nationales et internationales sans aboutir à de réels effets concrets (Garcés-Mascareñas & Gebhardt, 2020), soulignant la dimension fondamentalement diplomatique de ces pratiques internationales barcelonaises : l'enjeu principal ici reste celui de la visibilité et du positionnement de la ville dans un nouvel espace politique.

⁸ Traduit par l'auteure du catalan vers le français.

Diffuser le modèle d'accueil barcelonais comme plaidoyer politique

Mais dans quelles mesures l'international et les relations interurbaines ont-ils également pu jouer un rôle dans la construction de l'action publique municipale concernant la réception des personnes exilées ? Dans le rapport issu du Forum international sur la réception et l'intégration des réfugiés au sein de l'UE qui s'est tenu à Barcelone en mai 2016, l'*Ajuntament* insiste sur l'importance des échanges entre les villes pour construire une réponse locale au défi migratoire contemporain : *“The exchange of knowledge from all over Europe can make this [local] response efficient”* (International Forum on Reception and Integration of Refugees in the EU, 2016). Pour construire sa politique “d'accueil”, la capitale catalane a envoyé des représentant-es en Autriche, et tout particulièrement à Vienne (Escribano, 2015), mais aussi en Allemagne, notamment à Munich et à Leipzig. Dans une interview, Ignasi Calbo, le responsable de la mise en œuvre du plan *Barcelona Ciutat Refugi*, témoigne de ce transfert de connaissances et de pratiques, importées depuis l'Allemagne : *“We've also emulated projects which work in other places, in Germany for instance, where the culture of reception goes back further and is better than here.”* (Ajuntament de Barcelona, 2019b). La municipalité est restée cependant assez discrète sur ces importations de savoirs et a choisi d'insister davantage dans ses communications sur la diffusion de ses propres pratiques. L'*Ajuntament* a multiplié les occasions de transmettre ses savoirs et son modèle “d'accueil” qu'elle a par exemple essaimé dans les municipalités environnantes, comme le souligne cet extrait d'un communiqué de la mairie : *“Since the programme [Nausica] was set up, Barcelona City Council has shared it with various other municipalities. Cities such as Valencia, Zaragoza, Sabadell, Sant Boi de Llobregat and El Prat de Llobregat are already applying it and some European cities have also set up similar initiatives.”* (Ajuntament de Barcelona, 2018a). Des informations confirmées par plusieurs enquêté-es associatifs⁹ qui ont témoigné avoir observé des répliques - ou des ébauches de répliques - du programme Nausica dans d'autres villes catalanes. De la même manière, le programme City-to-city développé par la municipalité devait initialement servir à l'action publique locale des “villes-refuges” et semble finalement davantage constituer un outil de plaidoyer politique. Dans l'axe *Action abroad* du plan *Barcelona Ciutat Refugi*, la ville de Barcelone annonce en effet la réalisation d'un programme intitulé *“City-to-city” [...] to provide assistance and expertise to specific municipal projects in cities with the densest population of refugees in transit and that receive the largest proportion of people fleeing their own countries in search of safety.* (Ajuntament de Barcelona, 2016). Concrètement, ce programme se fonde sur un mode d'organisation prévoyant une “coopération directe” entre les villes, sans passer par l'intermédiaire d'autres échelons de pouvoir, comme l'État. Lorsque ce dernier ne favorise pas la mise en place d'une réception adéquate des personnes exilées, ou lorsqu'il est débordé par la situation, comme cela a pu être le cas en Grèce par exemple, les villes pourraient alors aller

⁹ Entretiens réalisés à Barcelone avec Patricia, employée à la *Comisión Catalana de Ayuda al Refugiado* (CCAR), et avec Bertrand et Angela, employés chez Exil, respectivement le 25/09/2018 et le 06/09/2019.

chercher de l'aide directement auprès des autres municipalités membres du programme, cette aide pouvant être financière, matérielle ou même technique. Parmi les villes participant à cette initiative, on dénombre Athènes et Lesbos en Grèce, Lampedusa en Italie, Gdansk en Pologne, Hambourg en Allemagne et enfin Amsterdam aux Pays-Bas (Ajuntament de Barcelona, 2016). C'est au printemps 2016 que l'*Ajuntament* de Barcelone a été particulièrement actif concernant cette ligne d'action publique. Ada Colau annonce au mois de mars deux accords successifs de transferts avec des villes italiennes et grecques, concernant des savoirs techniques, mais aussi des personnes réfugiées. Le 15 mars 2016, elle publie le message suivant sur sa page Facebook :

“#BCNLampedusaLesbos

Nous n'allons pas continuer à attendre : si les réfugiés ne viennent pas à cause des politiques déshumanisantes de l'UE et de l'État espagnol, la ville enverra de l'aide là où elle est la plus nécessaire. Aujourd'hui, nous avons signé des accords avec le maire de Lesbos et la maire de Lampedusa. Des accords d'aide directe de ville à ville qui incluent la possibilité d'envoyer des techniciens spécialisés pour couvrir les manques que rencontrent ces municipalités”¹⁰ (Colau, 2016a)

Techniquement, ni même juridiquement, rien n'empêchait auparavant les municipalités de procéder à ce type d'échanges et de circulation des pratiques et des savoirs entre elles. “L'aide directe de ville à ville” annoncée ici par Ada Colau n'a en soi rien de particulièrement novateur et correspond à un transfert d'expertise technique auquel de nombreuses municipalités ont l'habitude d'avoir recours et de manière encore plus prononcée depuis les années 2010 (Béal et al., 2015). Le programme *City-to-city* est cependant intéressant ici en ce qu'il procède d'une visibilisation de ces pratiques municipales souvent discrètes et peu publicisées. De fait, il fait entrer la circulation et le transfert de savoirs et de pratiques entre les villes comme un élément constitutif du plaidoyer politique de l'*Ajuntament* : dans ce témoignage d'Ada Colau, les villes ne sont pas passives - elles ne “restent pas à attendre” - et s'organisent au contraire entre elles, s'allient pour contrer les “politiques déshumanisées de l'UE et de l'État espagnol” (Colau, 2016a). Le lendemain de cette publication, la maire de Barcelone pousse un cran plus loin cette logique en proposant un accord de relocalisation directe, “de ville à ville”, de personnes réfugiées, entre Athènes et Barcelone : “Aujourd'hui, nous avons reçu le maire d'Athènes à la mairie, avec qui nous avons adressé une demande commune au président Rajoy : dans le cadre de la stratégie *City to City*, nous demandons la relocalisation directe, de ville à ville, des réfugiés”¹¹ (Colau, 2016b). Certes cette demande est-elle restée lettre morte, refusée par Mariano Rajoy dans les jours qui ont suivi, mais ces deux municipalités avaient tout de même réfléchi à un projet abouti de relocalisation directe de personnes réfugiées entre les villes, en s'inspirant notamment d'un même projet alors en développement à Amsterdam, comme l'explique l'ancien directeur technique de la ville de Barcelone, Ramon Sanahuja, lors de notre entretien. Le

¹⁰ Traduit par l'auteure du castillan vers le français.

¹¹ Traduit par l'auteure du castillan vers le français.

projet de relocalisation de personnes réfugiées de Barcelone, comme celui d'Amsterdam, était fondé sur des mécanismes légaux et avait pour prérequis d'obtenir l'accord de l'État. La ville de Barcelone a vivement critiqué le rejet de sa pétition par le gouvernement central, bien que cette réaction fut parfaitement attendue. Pour Ramon Sanahuja, le programme *City-to-city* "était une action plus symbolique qu'autre chose, en disant "nous sommes des villes d'Europe, devant ce drame, nous proposons de collaborer avec l'Etat, pour résoudre ce problème"¹². Ce témoignage nous révèle le caractère fondamentalement politique de ce projet : plus qu'une institutionnalisation de pratiques d'échanges et de transferts interurbains destinés à construire et améliorer l'action publique locale des villes, le programme *City-to-city* vise essentiellement à renforcer le plaidoyer politique de ces "villes-refuges", en publicisant la solidarité entre les villes et en créant un cadre pour de nouvelles réclamations.

Barcelone a ainsi investi la scène européenne et internationale, afin de visibiliser sa politique et faire entendre sa voix : cette stratégie internationale lui permet de faire reconnaître un gouvernement urbain de l'asile et de l'immigration par des paires et des instances internationales qui, en écoutant et en recevant les "villes-refuges" comme Barcelone, soutiennent et cautionnent *a minima* leurs initiatives, leur donnent de la valeur et reconnaissent leurs existences. Investir la scène internationale et l'espace transmunicipal permet également la circulation de savoirs et d'expériences sur la réception des populations migrantes entre les villes. Mais plus qu'un rôle dans la structuration de la politique locale de l'*Ajuntament*, ces pratiques d'échanges ont surtout permis à ce dernier d'imposer sa vision de "l'accueil", de diffuser son modèle et de renforcer à nouveau son plaidoyer politique en faveur d'un nouveau rôle des villes dans ce domaine.

2. Investir les réseaux de "villes-refuges" : une stratégie symbolique ?

Dans cette seconde partie, nous souhaitons nous intéresser au cas particulier d'interactions et de solidarité transmunicipales que constituent les réseaux de villes. "L'explosion des phénomènes de circulation de savoirs" et d'expertises entre les villes précédemment décrite s'est en effet matérialisée - entre autres - par la "la multiplication des réseaux des villes" (Béal et al., 2015 : 103). Contrairement à la plupart des pratiques précédemment étudiées, les réseaux représentent des formes institutionnalisées des relations entre villes et sont conçus comme davantage durables sur le moyen ou long terme. Renaud Payre propose de définir les réseaux de villes comme des "espaces de

¹² Entretien avec Ramon Sanahuja, réalisé en castillan en visioconférence le 13/11/2020. Traduit en français par l'auteure.

circulations”, c’est-à-dire un “espace social qui repose sur des individus et les circulations de savoirs qu’ils rendent possible, mais qui pèse aussi sur les sens de ces circulations et les choix de ces individus” (Payre, 2011 : 284). En tant que niveau d’analyse, les réseaux nous apparaissent comme des objets particulièrement riches heuristiquement, car ce type d’espace “rend visibles des échanges entre villes, l’émergence de politiques publiques et l’institutionnalisation d’un “sous-secteur” d’action publique” (Huré, 2009) que constitue ici la réception des personnes exilées. Depuis 2015, une multiplicité de réseaux de “villes-refuges”, “villes accueillantes”, “hospitalières” ou encore “solidaires” a vu le jour. Comment qualifier l’investissement de Barcelone dans ces réseaux ? Dans quelles mesures ces derniers lui servent-ils à élaborer sa politique de réception des personnes migrantes et à se construire comme une actrice légitime du champ de l’asile et de l’immigration ? Les villes espagnoles sont fortement présentes et impliquées dans les réseaux de villes européennes, et tout particulièrement Barcelone (Lacroix, 2020). Dans le cadre du plan *Barcelona Ciutat Refugi*, l’*Ajuntament* pose les bases d’une stratégie de mise en réseaux de villes que nous qualifions de militante et particulièrement pro-active. Celle-ci se développe à l’échelle nationale et internationale.

Une prédominance des réseaux des villes militants

À l’échelle de l’Espagne, l’*Ajuntament* lance le réseau des Ciudades Refugio en 2015 lors de l’annonce de son projet de “ville-refuge” (Colau, 2015). Un an plus tard, 55 villes espagnoles s’étaient autoproclamées “villes-refuges” (Garcés-Mascareñas & Gebhardt, 2020). Deux ans plus tard, le réseau comptait environ 25 villes, dont Madrid, Valence, Pampelune, Saragosse, Córdoba ou encore Malaga. Ce réseau de villes correspondait à un modèle de militantisme interurbain, en portant des revendications politiques et d’importantes critiques face aux actions des gouvernements nationaux, voire des institutions européennes. En dénonçant “l’immobilisme” du gouvernement espagnol et l’utilisation sécuritaire faite par ce dernier des fonds européens alloués à l’Espagne pour la gestion de l’immigration sur son territoire (La Vanguardia, 2017), il constituait ainsi un “réseau contestataire” (Lacroix, 2020). Les villes du réseau réclamaient soit un changement de pratique de la part du gouvernement central, vers un accueil plus humaniste et solidaire, soit un transfert de compétences et de ressources - notamment des financements européens - vers l’échelle locale, afin qu’elles puissent elles-mêmes avoir les cartes en main pour organiser la réception des personnes migrantes comme elles l’entendaient. Dans son bilan du plan *Barcelona Ciutat Refugi*, l’*Ajuntament* déclare avoir participé à “3 rencontres avec le réseau espagnol des villes-refuges” et “3 rencontres avec le réseau catalan des villes-refuges” entre 2015 et 2019 (Ajuntament de Barcelona, 2019a). En initiant ce réseau, celui-ci apparaît alors comme un exemple particulièrement illustratif du volontarisme de Barcelone de s’afficher comme “*leader*” dans ce champ naissant des politiques municipales “d’accueil” en Espagne, et constitue un outil pour trouver des alliés soutenant sa démarche sur le territoire national.

À l'échelle internationale, l'*Ajuntament* s'est également montré particulièrement actif et a (co-)impulsé le lancement de plusieurs réseaux. L'un d'entre eux est le réseau Solidarity Cities. Celui-ci a été créé en 2016, à l'initiative du maire d'Athènes, afin de rassembler les villes européennes souhaitant travailler ensemble à l'accueil et l'intégration des personnes en quête de refuge sur leurs territoires. La ville de Barcelone a également activement participé à sa fondation, aux côtés de Berlin et Amsterdam (Garcés-Masareñas & Gebhardt, 2020) et se décrit comme une "*driving force*" à l'intérieur de ce réseau (Ajuntament de Barcelona, 2016). Réservé aux villes européennes et construit dans le cadre d'Eurocities, ce réseau entend promouvoir le "*leadership*" des municipalités dans le domaine de la réception des personnes réfugiées et en demande d'asile et développer la coopération directe "*city-to-city*" dans ce domaine (Solidarity Cities, 2017). Cinq ans plus tard, le réseau compte plus de 25 villes membres, dont des villes comme Gdansk et Vienne qui se placent, à l'instar de Barcelone, en opposition vis-à-vis de leurs gouvernements nationaux. Un second réseau international fortement impulsé par l'*Ajuntament* de Barcelone est celui des Fearless Cities - ou Ciudades sin miedo en castillan. Les Fearless Cities se décrivent avant tout comme un "réseau municipaliste" : "*an informal global movement of activists, organizations, councilors and mayors that are working to radicalize democracy, feminize politics and drive the transition to an economy that cares for people and our environment*" (Fearless Cities, 2018). Le propos du réseau est plus généraliste¹³ que celui de Solidarity Cities par exemple, mais la question de la réception municipale des personnes exilées y occupe une place importante : un chapitre entier du guide des Fearless Cities édité en 2018 porte sur les "villes-refuges" (Pisarello et al., 2018 : 183-193). Pour Óscar García Agustín and Martin Bak Jørgensen, les Fearless Cities constituent ainsi un exemple d'élargissement - tant organisationnel, géographique que thématique - de la dynamique municipaliste lancée par l'*Ajuntament* de Barcelone en 2015 avec le réseau des Ciudades refugio (Agustín & Jørgensen, 2019). On notera enfin qu'en parallèle de ces réseaux que la ville (co-)impulse, le plan *Barcelona Ciutat Refugi* est aussi l'occasion de relancer des investissements plus anciens de l'*Ajuntament* dans des réseaux généralistes tels que celui des Cités interculturelles¹⁴ ou encore Eurocities.

De la diffusion des "bonnes pratiques" au jeu politique

Dans le cadre de sa politique de réception des personnes migrantes, la capitale catalane a choisi de se tourner en majorité vers des réseaux "contestataires" et spécialisés (Lacroix, 2020). Dans quelles mesures ces initiatives, mais aussi les réseaux généralistes, ont-ils joué un rôle dans la mise en

¹³ Ce réseau entend s'attaquer aux problèmes comme "la spéculation des logements, l'immigration, le changement climatique et la réduction de la pauvreté" (Pisarello et al., 2018 : 114).

¹⁴ Créé en 2007 dans le cadre d'un programme du Conseil de l'Europe, ce réseau accompagne ses villes membres dans l'évaluation de leurs politiques et la mise en œuvre d'une approche interculturelle, qui se caractérise par la valorisation de la diversité et des échanges entre différentes cultures au sein des sociétés urbaines (Cités Interculturelles, s. d.).

œuvre de sa politique de “ville-refuge” ? Tout d’abord, ces réseaux ont constitué des canaux de publicisation et de mise en avant des pratiques de la ville. Par exemple un rapport espagnol des Cités interculturelles détaille précisément l’ensemble du plan *Barcelona Ciutat Refugi* (RECI, 2017), quand une étude d’Eurocities, relayée par Solidarity Cities, souligne les efforts d’adaptation mise en œuvre par Barcelone pour amplifier et améliorer les capacités d’accueil du SAIER et lutter contre les stéréotypes touchant les nouveaux et nouvelles arrivant-es (Eurocities, 2015). Puis c’est en termes de construction de l’image publique de la ville et de plaidoyer que les réseaux de villes semblent avoir joué un rôle non négligeable. Blanca Garcés-Mascareñas et Dirk Gebhardt insistent en effet sur le succès discursif des réseaux comme Solidarity Cities qui ont réussi à faire émerger l’idée d’un rôle majeur des villes dans la gouvernance de l’immigration, notamment en promouvant le principe de relocalisation directe de personnes réfugiées entre les villes, ainsi qu’une approche humanitaire des migrations, loin du cadrage sécuritaire de la plupart des États européens : “*Solidarity Cities helped spreading the idea of city-led refuge*” (Garcés-Mascareñas & Gebhardt, 2020 : 10). Un succès qu’ils mesurent entre autres par une reprise notable de ces discours dans les médias traditionnels de grande écoute en Europe. Se positionner à l’initiative de ces réseaux - comme les Ciudades refugio, Solidarity Cities ou encore les Fearless Cities - permettait alors à Barcelone de construire une position de “*leader*” politique sur les scènes espagnole et européenne, particulièrement dans le domaine de l’immigration et de l’asile.

Si nous regardons les effets de ces investissements en termes de politiques publiques, les résultats semblent peu concluants. Lors de nos terrains d’enquête, rares ont été les représentants de l’*Ajuntament* à mentionner les réseaux de villes et à pouvoir répondre à nos questions à ce sujet. Les différents responsables de la mise en œuvre du plan *Barcelona Ciutat Refugi* que nous avons rencontrés¹⁵ avaient déclaré n’avoir aucune connaissance sur ce sujet. Pour un-e autre employé-e de la municipalité¹⁶ rencontré-e en 2020, la stratégie de la maire au regard des réseaux de villes pouvait être interprétée de la manière suivante :

“La maire a fait deux choses. Premièrement, elle a construit comme une alliance de villes espagnoles pour exiger que l’État soit plus diligent dans ses obligations vis-à-vis de la Convention de Genève, en s’alliant avec Valence, Madrid, La Coruña, différentes villes. Mais elle a aussi mené une action politique avec d’autres villes européennes, ce qu’on a appelé Solidarity Cities. Ce sont des actions politiques symboliques plus que réelles vu le résultat, car finalement c’est l’État qui a le dernier mot sur qui peut ou ne peut pas entrer sur le territoire.”

L’objectif, même “symbolique”, était de faire entendre un autre discours que celui des États sur la situation migratoire européenne, en mettant cette fois-ci en avant le vécu de l’immigration à l’échelle locale, en valorisant le vivre ensemble – la “*convivencia*” selon cet-te enquêtée-e-, la diversité culturelle et la citoyenneté locale. Mais il semblerait que la voix des villes ne soit pas allée bien au-delà des

¹⁵ Rencontrés à Barcelone en 2018, puis une seconde fois en 2020.

¹⁶ Afin de garantir l’anonymat de cette personne, nous ne précisons pas sa fonction, ni son genre.

sphères médiatiques. Il ne nous a pas été possible d'observer un effet notable de ces alliances inter-urbaines en termes d'action publique. Barcelone n'a jamais revendiqué - ni publiquement ni lors d'entretiens - avoir importé ou exporté une mesure de gestion des personnes migrantes en s'appuyant directement sur un réseau de villes en particulier dans le cadre de sa politique de "ville-refuge". De même, il semblerait que les dialogues avec l'État espagnol et les institutions européennes via ces différents réseaux n'aient pas connu de traduction concrète en termes de politiques publiques (Garcés-Mascreñas & Gebhardt, 2020). Si l'on observe de plus près le réseau des Ciudades refugio, celui-ci ne semble plus véritablement exister, cinq ans après son lancement. Une disparition confirmée par notre enquêté-e employé-e à la mairie de Barcelone et qui serait due à la structuration fondamentalement partisane de ce réseau :

“La maire n'a pas vraiment fait un réseau de villes, elle a fait un réseau de maires d'un même groupe politique, ce qui est différent. Elle a cherché des maires des *Comunes* ou de *Podemos*, et elle s'est fait un réseau. Elle a fait une erreur, elle aurait dû chercher un consensus plus transversal, chercher d'autres maires et d'autres partis pour créer un véritable réseau municipaliste en faveur du refuge.”

Suite aux élections municipales de 2019, de nombreuses mairies jusqu'alors dirigées par des maires à gauche de l'échiquier politique ont changé de bord et donc de positionnement vis-à-vis de l'accueil des personnes en quête de refuge, à l'instar de la mairie de Madrid, délaissant donc le réseau. Cet éclairage partisan qu'apporte ce témoignage est intéressant à prendre en considération lorsque l'on s'intéresse à la fondation des Ciudades refugio et à la réception de ce réseau par le personnel politique espagnol. En 2015, le réseau des Ciudades refugio n'était pas le seul réseau municipal espagnol à prendre position en faveur de l'accueil des personnes exilées. Lors de sa création, il existait déjà un réseau ancien et généraliste de municipalités et de collectivités locales espagnoles créé en 1981 : la *Federación Española de Municipios y Provincias* (FEMP). Ce réseau avait décidé de mettre en place un sous-réseau au printemps 2016 spécifiquement dédié aux enjeux de réception des personnes en quête de refuge : le *Red de Municipios de Acogida de Refugiados*. Moins critique et militant que le réseau Ciudades Refugio, ce réseau était néanmoins né du constat que l'UE et les gouvernements nationaux n'étaient pas en mesure d'accueillir correctement les personnes exilées en Europe (FEMP, 2016). Ce réseau avait plusieurs objectifs, tels que l'élaboration d'un "protocole d'accueil des réfugiés" commun aux villes membres ou encore le partage d'informations et d'expériences entre municipalités et gouvernements locaux. L'une de ses spécificités était de maintenir une collaboration intense avec des organisations spécialisées dans les questions migratoires et sociales, comme la Comisión Española de Ayuda al Refugiado (CEAR), l'ACCEM, et la Croix-Rouge espagnole, ce que ne proposaient pas les Ciudades refugio. Le réseau, et plus généralement la FEMP, souhaitait notamment se positionner comme intermédiaire entre l'État espagnol, d'une part, et les collectivités locales et les municipalités, d'autre part, comme ce fut le cas lors de l'arrivée de l'Aquarius dans le port de Valence en 2018 : l'organisation a ainsi recueilli les propositions de villes volontaires - plus de 300 - pour accueillir les 629 survivants sur le bateau (FEMP, 2018). En outre, le gouvernement

espagnol a déclaré avoir régulièrement collaboré avec la FEMP sur les questions d'accueil des migrant-es depuis 2015, expliquant à Ada Colau qu'elle n'avait donc pas à se préoccuper de ces enjeux et refusant ses propositions de relocalisation directe de réfugié-es entre villes (Bermúdez de Castro Mur, 2017). Face au réseau traditionnel et généraliste de la FEMP, proche du pouvoir en place au gouvernement central et largement structuré et implanté sur le territoire, l'*Ajuntament* de Barcelone n'a pas choisi la voie de la collaboration et avait donc souhaité créer un réseau "contre-pouvoir", une alliance partisane, témoignant ici de la prédominance des ambitions politiques face aux enjeux d'action publique locale.

Conclusion

Dans le cadre de son plan municipal d'accueil Barcelona Ciutat Refugi, la capitale catalane a misé sur les réseaux de villes et promouvait une vision "*city-to-city*" de la gouvernance de l'asile. Ville nodale par excellence, Barcelone souhaitait se placer en "pionnière", en "*leader*" de cette question sur la scène européenne, en multipliant les partenariats, les représentations publiques et les réseaux pour partager des pratiques d'accueil. Et cela, tant à l'échelle nationale qu'internationale. En s'inscrivant dans des réseaux contestataires, l'*Ajuntament* de Barcelone s'est construit une image de ville "militante" pour le droit des personnes exilées, proche des *grassroots movements* de la société civile, et a construit sa politique de réception des personnes exilées comme un outil de revendication politique néo-municipaliste (Furri, 2017; Thompson, 2021), en réclamant davantage d'autonomie pour gouverner ces enjeux à sa manière. En impulsant plusieurs réseaux, elle s'est notamment placée au centre de ces échanges transmunicipaux, lui permettant d'acquérir un capital relationnel et une légitimité qu'Ada Colau et son parti, nouveaux venus dans l'arène politique, ne possédaient pas à leur arrivée au pouvoir.

Pour autant, la solidarité interurbaine et l'international sont restés des leviers marginaux dans la construction et l'orientation de la politique d'accueil barcelonaise : le cœur de cet aspect interurbain reste celui de la stratégie politique, du plaidoyer municipal, et repose sur d'importantes logiques partisanes qui fragilisent dès lors la dynamique réticulaire à chaque temps électoral. A ce plaidoyer politique s'ajoutait enfin un objectif de publicisation de sa propre politique municipale : la Barcelone "ville-refuge" correspondait à un temps médiatique européen où il fallait faire entendre sa voix. Un temps considéré comme révolu par la mairie catalane.

Bibliographie

- Agustín, Ó. G., & Jørgensen, M. B. (2019). Solidarity Cities and Cosmopolitanism from Below : Barcelona as a Refugee City. *Social Inclusion*, 7(2), 198-207.
- Ajuntament de Barcelona. (2016). *L'acció exterior*. Barcelona Ciutat Refugi. <https://www.ciutatrefugi.barcelona/ca/laccio-exterior>
- Ajuntament de Barcelona. (2017, février). *The Nausica refugee reception programme is presented to the European Commission*. Barcelona.Cat. https://www.barcelona.cat/infobarcelona/en/the-nausica-refugee-reception-programme-is-presented-to-the-european-commission-2_463665.html
- Ajuntament de Barcelona. (2018a, octobre 26). *An appraisal of Nausica, the municipal reception programme*. Barcelona Ciutat Refugi. https://ciutatrefugi.barcelona/en/noticia/an-appraisal-of-nausica-the-municipal-reception-programme_727110
- Ajuntament de Barcelona. (2018b, novembre 7). *Refuge cities from the Spanish state demand resources to dignify the reception process*. Barcelona Ciutat Refugi. https://ajuntament.barcelona.cat/dretssocials/en/noticia/refuge-cities-from-the-spanish-state-demand-resources-to-dignify-the-reception-process_732270
- Ajuntament de Barcelona. (2019a). *Memòria del pla "Barcelona, ciutat refugi" 2015-2019*. Direcció de Serveis d'Atenció i Acollida a Immigrants, Drets de Ciutadania, Cultura, Participació i Transparència. <https://media-edg.barcelona.cat/wp-content/uploads/2019/02/29134554/Memo%C3%8Cria-Ciutat-Refugi.pdf>
- Ajuntament de Barcelona. (2019b, février 25). *The 'Barcelona, Refuge City' plan, like all spending on migration, invests in social cohesion and citizens*. Barcelona Ciutat Refugi. http://ciutatrefugi.barcelona/en/noticia/infobarcelonaenthe-barcelona-refuge-city-plan-like-all-spending-on-migration-invests-in-social-cohesion-and-citizens_777241
- Barcelona.cat (Réalisateur). (2015, novembre 16). *Discurs d'Ada Colau als premis de la XV Címera de Nobels de la Pau (Segona Part)*. https://www.youtube.com/watch?v=IGNNE_1QfoI
- Bartolomeo, A. D., Kalantaryan, S., Salamońska, J., & Fargues, P. (2017). *Migrant Integration between Homeland and Host Society Volume 2 : How countries of origin impact migrant integration outcomes: an analysis*. Springer.
- Béal, V., Epstein, R., & Pinson, G. (2015). La circulation croisée. Modèles, labels et bonnes pratiques dans les rapports centre-périphérie. *Gouvernement et action publique*, 4(3), 103-127.
- Béal, V., & Pinson, G. (2009). Du petit chose au « 5th best mayor in the world ». Un maire urbain entre stratégies de légitimation et recherche de ressources pour l'action. *Pole Sud*, 30(1), 7-29. <https://doi.org/10.3917/psud.030.0007>
- Bermúdez de Castro Mur, R. (2017). *Carta a Ada Colau*. <https://ajuntament.barcelona.cat/premsa/wp-content/uploads/2017/02/RespostaSEcretarioEstado.pdf>
- Colau, A. (2015, août 28). *Antes de ayer 50 personas murieron asfixiadas en la bodega de un barco*

- ... [Statut Facebook]. Facebook.
<https://www.facebook.com/ada.colau/posts/882375408509792/>
- Colau, A. (2016a, mars 15). #BCNLampedusaLesbos ... [Statut Facebook]. Facebook.
<https://www.facebook.com/ada.colau/posts/984959834918015>
- Colau, A. (2016b, mars 16). *Ayer anunciamos unos acuerdos de colaboración directa de Barcelona ...* [Statut Facebook]. Facebook.
<https://www.facebook.com/ada.colau/posts/985673504846648/>
- Colau, A., Hidalgo, A., Galinos, S., & Nicolini, G. (2015). *Manifiesto « We, Cities of Europe »*. El País.
- Consell Municipal de Barcelona. (2017). *Plenari del Consell Municipal. Sessió ordinària del mes de febrer—Acta*. Ajuntament de Barcelona.
https://ajuntament.barcelona.cat/sites/default/files/acta_cp_240217_ca.pdf
- Consell Municipal de Barcelona. (2018). *Plenari del Consell Municipal. Sessió ordinària del mes de gener—Acta*. Ajuntament de Barcelona.
https://ajuntament.barcelona.cat/sites/default/files/acta_cp_260118_ca.pdf
- Escribano, E. (2015, octubre 21). Barcelona Ciutat Refugi, el plan de acogida de Ada Colau. *BCN Més*. <https://bcnmes.com/barcelona-ciutat-refugi/>
- Eurocities. (2015). *Cities and migrants : Implementing the EUROCITIES Integrating Cities Charter*. Eurocities. <https://solidaritycities.eu/images/ICC-report-2015.pdf>
- Europa Press. (2016, abril 5). *Diez alcaldes europeos piden a la UE que parte de los fondos para refugiados vayan a las ciudades*. La Vanguardia.
<https://www.lavanguardia.com/local/barcelona/20160405/40899553816/colau-alcaldes-comision-europea-fondos-refugiados.html>
- Fearless Cities. (2018, mars 18). *About*. Fearlesscities.Com.
<https://www.fearlesscities.com/en/about>
- FEMP. (2016). *Red de Municipios de Acogida de Refugiados de la FEMP*. Federación Española de Municipios y Provincias. <http://www.femp.es/comunicacion/noticias/red-de-municipios-de-acogida-de-refugiados-de-la-femp>
- FEMP. (2018). *383 Gobiernos Locales están preparados para acoger a los migrantes del Aquarius*. Federación Española de Municipios y Provincias.
<http://www.femp.es/comunicacion/noticias/383-gobiernos-locales-estan-preparados-para-acoger-los-migrantes-del-aquarius>
- Furri, F. (2017). Villes-refuge, villes rebelles et néo-municipalisme. *Plein droit*, 115, 3-6.
<https://doi.org/10.3917/pld.115.0003>
- Garcés-Mascareñas, B., & Gebhardt, D. (2020). Barcelona : Municipalist policy entrepreneurship in a centralist refugee reception system. *Comparative Migration Studies*, 8(1), 15.
<https://doi.org/10.1186/s40878-020-0173-z>
- Huré, M. (2009). La création d'un réseau de villes : Circulations, pouvoirs et territoires. *Métropoles*, 6, Article 6. <https://doi.org/10.4000/metropoles.4010>
- International Forum on Reception and Integration of Refugees in the EU. (2016). *Final Report*. DIPLOCAT.
https://www.eccar.info/sites/default/files/document/160503_ReportRefugeesEU.pdf
- La Vanguardia. (2017, septembre 26). « *Ciudades refugio* » piden que se les traspasen las competencias en materia de acogida ante el « *inmovilismo* » de Rajoy. La Vanguardia.

- <https://www.lavanguardia.com/local/madrid/20170926/431581829147/ciudades-refugio-piden-que-se-les-traspasen-las-competencias-en-materia-de-acogida-ante-el-inmovilismo-de-rajoy.html>
- La Verdad. (2016, décembre 9). *Carmena y Colau interceden por los refugiados en el Vaticano*. La Verdad. <https://www.laverdad.es/murcia/sociedad/201612/09/carmena-colau-interceden-refugiados-20161209115939-rc.html>
- Lacroix, T. (2020). Réseaux des villes hospitalières : Un panorama global. *e-Migrinter*, 20, Article 20. <https://doi.org/10.4000/e-migrinter.2281>
- Le Galès, P. (1995). Du gouvernement des villes à la gouvernance urbaine. *Revue française de science politique*, 45(1), 57-95. <https://doi.org/10.3406/rfsp.1995.403502>
- Le Galès, P. (2011). *Le retour des villes européennes* (2^e éd.). Presses de Sciences Po.
- OCDE. (2018a). *Working Together for Local Integration of Migrants and Refugees*. oecd-ilibrary.org. https://read.oecd-ilibrary.org/social-issues-migration-health/working-together-for-local-integration-of-migrants-and-refugees_9789264085350-en
- OCDE. (2018b). *Working Together for Local Integration of Migrants and Refugees in Barcelona*. OECD. <https://doi.org/10.1787/9789264304062-en>
- OCDE. (2020). *Local inclusion of Migrants and Refugees. A gateway to existing ideas, resources and capacities for cities across the world*. OECD. <https://www.oecd.org/regional/Local-inclusion-Migrants-and-Refugees.pdf>
- Payre, R. (2011). L'espace des circulations : La fabrique transnationale des sciences administratives (années 1910-années 1950). In P. Laborier, F. Audren, P. Napoli, & J. Vogel (Éds.), *Les sciences camérales : Activités pratiques et histoire des dispositifs publics* (p. 283-306). Presses Universitaires de France. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00625041>
- Pisarello, G., Bookchin, D., Martínez, I., Sharp, J., Pérez, L., Taleb, F., Baird, K. S., Delso, C., Ferrer, X., Capella, S., Ramas, P., Junqué, M., Tepp, C., & Rodríguez, A. (2018). *Ciudades Sin Miedo : Guía del movimiento municipalista global*. Icaria. file:///C:/Users/louis/AppData/Local/Temp/fearless_book_es.pdf
- RECI. (2017). *Personas refugiadas y acción local*. Red Ciudades Interculturales. <http://www.ciudadesinterculturales.com/wp-content/uploads/2019/05/RECI-Paper-02-Refugiados-2.pdf>
- Solidarity Cities. (2017). *About*. Solidaritycities.eu. <https://solidaritycities.eu/about>
- Thompson, M. (2021). What's so new about New Municipalism? *Progress in Human Geography*, 45(2), 317-342. <https://doi.org/10.1177/0309132520909480>
- World Summit of Nobel Peace Laureates. (2015, novembre). Barcelona 2015 | Nobel Peace Summit. *Nobelpeacesummit.Com*. <http://www.nobelpeacesummit.com/the-world-summit-of-nobel-peace-laureates/barcelona-2015-2/>